

Dr STEFEN GEHROLD, REPRÉSENTANT-RÉSIDENT DE LA FONDATION KONRAD ADENAUER A DAKAR : « La priorité du futur gouvernement sera la relance de l'économie »

Ancien membre du bureau local de l'Union chrétienne démocrate (Cdu) de la Basse Saxe (Allemagne), le Dr Stefan Gehrold est l'actuel représentant-résident de la Fondation Konrad Adenauer (proche de ce parti) à Dakar. Dans cette interview, il livre son analyse des élections législatives allemandes du 27 septembre dernier. Il revient notamment sur les priorités qui attendent la nouvelle coalition gouvernementale entre les chrétiens démocrates et les libéraux.

Quelle analyse faites-vous du résultat des élections législatives allemandes du 27 septembre dernier qui ont vu la victoire de votre parti ?

La chancelière Angela Merkel a obtenu un nouveau mandat de quatre ans. Elle gouvernera très probablement avec les libéraux du Parti libéral démocrate (Fdp). Donc, ces élections ont consacré la victoire des partis bourgeois. La Cdu a perdu beaucoup de votes. Et même par rapport aux chiffres absolus, la Cdu a eu un pourcentage d'un niveau assez bas. Ce recul des chrétiens démocrates a été équilibré par la forte poussée du parti libéral qui a effectivement été le grand vainqueur de ces élections. Il a réussi une progression de plus de 5 % par rapport à son score lors du dernier scrutin. Cela rend possible une coalition des partis bourgeois.

Quels sont les changements que va impliquer cette nouvelle alliance ?

Il y aura certainement des changements. L'Allemagne est un pays qui a besoin de réformes. Ces grandes réformes, qui avaient été entreprises par les sociaux démocrates (sous le gouvernement Schröder), n'ont pu être achevées par la grande coalition sortante entre la Cdu et le Parti social démocrate (Spd). Maintenant, pour la période législative de 2009 à 2013, on attend des réformes qui vont vraiment contribuer à résoudre les problèmes énormes auxquels l'Allemagne est confrontée. Surtout les problèmes économiques, de la dette étatique, du déséquilibre budgétaire, de la sécurité sociale. Il faudra réformer tous ces secteurs. Et ça, c'est beaucoup plus facile avec les libéraux avec une option claire, bourgeoise, conservatrice et libérale qu'avec une coalition où on a joint des systèmes socialistes.

L'alliance avec les libéraux conforte aussi l'aile la plus à droite de la Cdu, est-ce qu'il n'y a pas là un risque d'un virage néolibéral ?

Il me semble que la Gauche et la Droite, c'est une distinction artificielle qui ne sert à rien. Pour moi, il faut avoir des démarches et des mécanismes qui sont rationnels, qui vont résoudre les problèmes principaux de l'Allemagne, surtout le taux de chômage très élevé et l'endettement de l'Etat. Tout ce qui sert à résoudre ces problèmes, on doit le soutenir.

L'alliance avec les libéraux est-elle plus naturelle que celle avec les sociaux démocrates ?

Oui. J'en suis sûr. Les libéraux ont toujours été les partenaires préférés de la Cdu. Entre 1982 et 1998, les libéraux ont formé plusieurs gouvernements avec les chrétiens démocrates.

Mais il y a certains points de frictions. On sait par exemple que le chef de file des libéraux, M. Guido Westewelle, est opposé au maintien des troupes allemandes en Afghanistan. C'est vrai. Mais je pense qu'il n'y a pas ici une grande différence entre la chancelière et M. Westewelle. Peut-être la date. La mission en général est soutenue par M. Westewelle aussi. Il est vrai qu'il préfère un retrait plus rapide que la chancelière. Ce sont des différences auxquelles on peut trouver des solutions. Ces points de friction ne sont pas les grands thèmes qui exigent des solutions tout de suite. Naturellement, comme il s'agit de partis différents, il y a des avis différents, mais les points de vue qu'on a en commun sont beaucoup plus nombreux que ceux que la Cdu a avec tous les autres partis en Allemagne.

Quelles seront les priorités du nouveau gouvernement qui sera formé d'ici novembre ?

La première priorité sera le renforcement de la capacité de l'économie nationale. Pour arriver à ce but, on va travailler sur le système de la sécurité sociale. Il y aura notamment des réformes dans le système de la santé, de l'assurance des retraités, de l'assurance contre le chômage et de la protection contre le licenciement des ouvriers. On va libéraliser ce système.

Nous sommes en période de crise et le déficit budgétaire de l'Allemagne devrait atteindre un niveau record de 82 milliards d'euros en 2010. Quelle sera la marge de manœuvre de ce gouvernement ?

Financièrement, il n'aura pas une grande marge de manœuvre. C'est pourquoi, les experts ont depuis longtemps soumis des solutions. Il va falloir diminuer la dette, libéraliser toutes les structures de système de la sécurité sociale afin que l'économie reprenne et fasse baisser le taux de chômage. Quand cet objectif sera atteint, les contraintes sur tout le système de la sécurité sociale et sur les revenus d'impôts diminueront également. Il y a aussi le dossier du constructeur automobile Opel. Aujourd'hui, sous la pression de certains pays comme l'Espagne et la Belgique, Berlin est sous la ligne de mire de la Commission européenne...

La solution qui a été trouvée par le gouvernement sortant n'était pas soutenue par une bonne partie des responsables de la Cdu, ni par les libéraux, ni par le ministre de l'Economie qui considéraient ça comme une intervention de l'Etat dans le marché. Mais les démarches ont été effectuées. Maintenant, il faut travailler avec la situation comme elle est. Il est normal que la Commission européenne interprète les démarches qui ont été effectuées par le gouvernement allemand comme des démarches qui vont influencer le marché. C'est pourquoi, la Commission européenne a tous les droits d'intervenir à ce point pour vérifier de la légalité d'une telle procédure. Il peut même arriver que l'Union européenne prenne des sanctions contre l'Allemagne. Et dans ce cas-là, il faudra l'accepter parce qu'il y a des arguments très sérieux de la part de la Commission européenne.

Pendant la campagne, on a reproché à la chancelière Merkel d'avoir un programme confus. Ensuite, après les résultats, elle a refusé de donner un calendrier pour l'application de sa promesse-phare : la baisse des impôts. Pourquoi ?

En 2005, il y a eu une campagne électorale qui a été dominée par les mêmes questions qu'on discute aujourd'hui. La Cdu et le Fdp ont proposé des solutions claires. Malheureusement, deux points ont influencé la défaite des partis bourgeois. D'abord, on était peut-être trop clair en disant exactement ce qu'on voulait. Et l'électeur n'a pas apprécié cette stratégie. Ensuite, M. Schröder était tellement populaire que sa propre personne a gagné les élections. En 2009, nous avons évité d'être trop clairs pour ne pas rebuter l'électeur. On a plus misé sur la popularité de la chancelière. Depuis quelques années, nous avons constaté que la popularité personnelle joue un rôle beaucoup plus important que le contenu d'un programme. C'est acceptable que les partis politiques jouent ce jeu pour faire leur marketing. Pour la période législative qui est devant nous, la chancelière est pour le moment très prudente. Je pense que c'est la bonne stratégie parce qu'il ne faut pas promettre des choses qu'on ne pourra pas appliquer.

Il y a trois partis qui sont impliqués dans la formation de ce nouveau gouvernement (la Cdu et la Csu qui est sa petite sœur bavaroise et le Fdp). Pendant les négociations, on va essayer de définir un programme gouvernemental. L'Allemagne a une structure politique qui est assez différente de celle des Etats-Unis ou de la France, par exemple, où il y a un président qui a beaucoup de pouvoir. Dans ce cas, il y a une administration qui suit le président et applique son programme. En Allemagne, il y a beaucoup d'acteurs capables d'influencer l'orientation de la politique gouvernementale. Après la cuisante défaite du Spd, certains responsables sociaux démocrates plaident pour une alliance avec Die Linke, l'autre parti de Gauche, qui a réussi un bon score. Cela vous fait peur ? La chancelière devrait-elle s'attendre à avoir une opposition plus forte ? L'opposition sera plus forte que précédemment. C'est normal parce que la coalition sortante était soutenue par plus de deux tiers des députés. Ça va maintenant changer parce que la coalition qui sera formée n'a qu'une majorité de quelques sièges. Pour les sociaux démocrates, il y aura peut-être une politique d'ouverture vers Die Linke. Je pense que les sociaux démocrates auront un problème assez grand, parce qu'ils ont perdu des votes par rapport aux partis qui suivent une politique marxiste (Die Linke et les Verts). Donc, pour regagner ces votes, le Spd devrait s'ouvrir à ces partis. En revanche, l'aile du Spd, qui n'a rien à avoir avec l'idéologie marxiste, va refuser cette ouverture. Il sera très intéressant de voir la voie suivie par les leaders du Spd pour sortir d'une situation qui limite la marge de manœuvre de ce parti.

Peut-on s'attendre à des changements en matière de politique africaine avec le futur gouvernement ?

Je ne pense pas. C'est la même politique qui va se poursuivre. Même en lisant les

programmes électoraux des libéraux et de la Cdu, en ce qui concerne la politique de Développement et de Coopération, il n'y a pratiquement aucune différence.

La Cdu comme les libéraux soutiennent carrément la Déclaration de Paris de 2000. Je pense qu'il n'y aura pas de changement à ce niveau-là. Il y aura peut-être des changements graduels par rapport à la démarche du nouveau ministre en charge du dossier. Je sais, par exemple, que le porte-parole de la Cdu au Parlement, M. Fischer, qui est responsable pour la politique de Développement et de Coopération, est très intéressé par l'Afrique. S'il devient le nouveau ministre en charge du dossier - chose que je ne peut pas affirmer pour le moment - ça va certainement beaucoup aider l'Afrique par rapport à d'autres régions du monde.

Propos recueillis par Seydou KA

